

Appel à l'aide pour les universités

Une forte hausse des droits de scolarité est inévitable croit le recteur sortant de l'UdeM, Luc Vinet

Le recteur de l'Université de Montréal tire sa révérence aujourd'hui même. Il dresse un bilan de son quinquennat, sous le signe de l'ouverture à l'international, dans un grand cri du cœur dénonçant le sous-financement des universités.

LISA-MARIE GERVAIS

« **O**n a des déficits partout. Ça se voit dans nos livres, nos ressources. Si ça ne se règle pas maintenant, ça va être désastreux », a affirmé sans équi-

voque le recteur sortant de l'Université de Montréal, Luc Vinet, en parlant d'un écart de 400 millions entre le financement des universités du Québec et celles ailleurs au Canada. « Il faut réparer un problème qui s'est aggravé sur plusieurs années et, si on le fait, on doit trouver la meilleure la façon la plus équitable et habile face aux valeurs qu'on a. [...] Ça prend un coup de barre », a insisté M. Vinet en admettant que l'augmentation des droits de scolarité de 50 \$ par année ne permettra aucunement de rattraper l'écart du sous-financement.



Luc Vinet

VOIR PAGE A 8: VINET

VINET

SUITE DE LA PAGE 1

L'homme qui reprendra ses fonctions de chercheur au Centre de recherches mathématiques et à l'Institut CIRANO, arrive ainsi au même constat que des membres influents des instituts économiques, de nombreux politiciens et autres «lucides»: l'augmentation des droits de scolarité est inévitable. *«Il faut se mobiliser, mais c'est difficile de sensibiliser la population. Le public n'a pas les moyens de sentir ce qui se passe ailleurs»,* a-t-il dit. *«Ce n'est pas facile de faire accepter l'idée qu'on va devoir perdre de l'argent pendant deux ou trois ans, mais que, globalement, le système va se trouver mieux.»*

Le recteur sortant demeure néanmoins convaincu que le réseau universitaire — enseignants, dirigeants, étudiants — et la société sont mûrs pour une hausse des droits de scolarité. *«Je pense que les étudiants sont sensibles à ces questions. Ce qui est important, c'est qu'on puisse examiner nos problèmes sans a priori. On est très près. Tant chez les politiciens en exercice que chez les aspirants. J'ose croire qu'on est près de changer.»* Parmi divers scénarios d'augmentation des droits, il retient celui de la modulation selon le revenu post-diplôme. *«On avait étudié la méthode de remboursement proportionnel au revenu. [...] C'est implanté en Australie, et il me semble que ça a beaucoup de mérite.»*

Conscients du fait que les universités sont au bord du gouffre, les dirigeants réunis au sein de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) seraient même prêts à s'entendre sur une position commune concernant le financement des universités. *«C'est une question existentielle pour la CREPUQ. C'est sûr que ce sont des réalités très différentes. Il y a en même temps une collaboration et une compétition ou plutôt une crainte d'être défavorisé»,* soutient M. Vinet en affirmant toutefois que la «souffrance» est désormais uniformément partagée.

Et que pense-t-il de la décision de McGill de désobéir aux règles budgétaires et d'augmenter les droits de scolarité de son MBA à 30 000 \$? Luc Vinet se garde bien de s'immiscer dans un débat dans lequel il n'a pas été invité, mais il admet que l'idée est très alléchante. *«Si une faculté m'était arrivée avec les résultats d'un référendum où tout le monde a donné son assentiment, même au niveau panquébécois, j'aurais certainement fait des représentations pour qu'on sorte du cadre»,* et que le montant des droits soit haussé. S'il y a un consensus à l'Université, pourquoi pas? note le recteur de l'Université de Montréal, qui est désormais au 107^e rang des universités mondiales du classement du *Financial Times*.

Le défi du diplôme

L'autre grand défi que s'était donné le recteur de l'Université de Montréal et qui ira bien au-delà de son mandat est celui de la diplomation. D'abord, le premier problème de taille en amont de la formation universitaire est celui du décrochage au secondaire.

«C'est un problème qui est critique. Pour moi, la carte maîtresse pour l'avenir du Québec, qui est un petit peuple, c'est la formation de la demande, et ce, tant au niveau des métiers qu'au niveau professionnel. Il faut qu'on soit bons, bien formés et mieux qu'ailleurs», a insisté M. Vinet.

Le défi d'augmenter la participation aux études supérieures vient ensuite. À l'heure actuelle, le Québec, avec moins de 20 % des jeunes de 18 à 25 ans inscrits à des études supérieures, serait l'avant-dernière des provinces pour son taux de fréquentation universitaire, avance-t-il. L'Alberta est bonne dernière, mais l'Ontario serait à plus de 30 %. *«On n'est pas compétitifs»*, note-t-il. *«Quand on se compare aux États-Unis, qui est un marché avec lequel on est en concurrence, on a 34 % de moins de PHD sur une base per capita et 50 % de moins de maîtrises. C'est énorme! Et ça, ça a une grande influence sur notre économie quand on sait que 70 % des gens qui ont un doctorat vont travailler à l'extérieur du milieu académique, dans la sphère socioéconomique.»*

Et, croit-il, la société et surtout les étudiants devraient être plus exigeants et mettre davantage de pression sur le milieu universitaire pour y parvenir. *«On avance, mais pas assez rapidement à mon goût. C'est un problème pancanadien, mais pourquoi l'Université de Montréal ne serait-elle pas championne à cet égard?»*, a souligné M. Vinet. Il ne s'agirait pas de dévaluer les diplômes, mais de raccourcir les délais pour les obtenir qui sont en moyenne de six à sept ans.

Cette diplomation qui tarde est le fait du manque de financement, d'encadrement et d'espace, élément clé pour recruter de bons étudiants en recherche. *«Les étudiants en science, s'ils font des expériences, doivent bien sûr être en laboratoire. Mais ceux en sciences humaines n'ont pas de place à l'Université, alors ils travaillent à la maison»*, déplore M. Vinet, en évoquant tout ce que cela implique comme difficulté.

L'autre dada du recteur sortant est la place des universités à l'international. Plus qu'un sujet fétiche, c'est une conviction profonde qu'il a que l'avenir de ces établissements passe par *«la mise en réseau»* qu'il illustre par une métaphore aérienne. *«Comme les compagnies d'aviation, les universités toutes seules ne pourront pas tout couvrir. Elles ne pourront pas avoir les installations pour faire de la recherche dans tous les secteurs. Elles ne pourront pas résoudre seules les grands problèmes et les grands enjeux mondiaux, comme les changements climatiques»*, a-t-il affirmé. Un avenir prospère sera réservé aux universités qui auront su faire les alliances les plus complémentaires, inspirées, créatives, croit Luc Vinet. *«Ensuite, le défi c'est de trouver comment financer tout ça»*, a-t-il conclu.